

appelle des consultations valables. La conférence fédérale-provinciale a précisément pour objet des consultations valables.

L'hon. M. Lambert: Une autre question supplémentaire. Le ministre des Finances faisait-il fausse route en indiquant, au cours de ses remarques, que le premier ministre dévoilerait les propositions anti-inflationnistes aux premiers ministres des provinces avant la conférence?

Le très hon. M. Trudeau: Il me faudrait me reporter à la déclaration du ministre à ce sujet. Je ne suis pas au courant de cette déclaration particulière, monsieur l'Orateur.

L'AGRICULTURE

LES PRIX DES MACHINES AGRICOLES

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. A la lumière du rapport de la commission Barber déposé récemment et selon lequel les agriculteurs canadiens se voient demander des prix excessifs pour les machines agricoles par des entreprises multinationales, le ministre peut-il indiquer à la Chambre les initiatives immédiates prises pour que les agriculteurs canadiens puissent obtenir les machines agricoles à un prix inférieur?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, jusqu'à maintenant les initiatives n'ont pas été orientées dans ce sens. Ce que j'ai déclaré vendredi, c'est qu'un comité interministériel a déjà été constitué à cause de certaines constatations et recommandations de M. Barber qui ont trait à la loi contre les coalitions, à la loi contre les cartels, et le reste. Il recommande en outre que des discussions soient tenues avec nos homologues des États-Unis et du Royaume-Uni. Elles ont déjà commencé. A mon avis, il serait sage, et ma foi juste, que ceux qui sont touchés par les constatations et les recommandations de la commission royale aient au moins un ou deux jours pour examiner le rapport, qui n'a été rendu public que vers 11 heures ou 11 h 30 du matin vendredi dernier.

M. Gleave: Le ministre a déclaré avec raison que le gouvernement vient à peine de recevoir le rapport. Cependant, comme il est de notoriété publique depuis quelque temps déjà que les fermiers canadiens payent plus pour les tracteurs que les acheteurs d'outremer, le ministre agira-t-il sans tarder afin de remédier à cette situation le plus tôt possible?

[Le très hon. M. Trudeau.]

L'hon. M. Olson: Oui Monsieur l'Orateur. Plusieurs mesures ont déjà été prises on l'a dit, car il y a eu un rapport ou exposé de position préliminaire rédigé par M. Barber pour le Congrès sur l'agriculture qui a eu lieu en mars dernier, comme vous vous en souvenez sans doute monsieur l'Orateur, ainsi que l'honorable député. Il a, depuis, étayé de preuves ses indications préliminaires. Dans l'intervalle, nombre de mesures ont été prises et, en fait, en septembre dernier, j'ai visité l'usine de tracteurs en Tchécoslovaquie dont il a parlé pour m'assurer si les gens là-bas aimeraient augmenter considérablement leurs exportations de ce genre de matériel vers l'Amérique du Nord et particulièrement vers le Canada.

M. W. M. Howe (Wellington-Grey): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le ministre de l'Agriculture, et j'espère qu'il la soumettra au ministre de la Consommation et des Corporations. Le rapport déclarant que les prix des tracteurs au Canada sont maintenus arbitrairement à des niveaux discriminatoires et artificiels par quelques grandes compagnies multinationales qui dominent le marché canadien, le gouvernement procédera-t-il de la même manière qu'à l'égard des fabricants de produits pharmaceutiques, c'est-à-dire que s'il n'y a pas réduction des prix, il envisagera sérieusement d'établir lui-même un programme?

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, les recommandations du rapport abordent aussi cet aspect de la question. Il me semble que nous devrions avoir un échange de vues avec plusieurs ministres, entre autres le ministre de la Consommation et des Corporations, de qui relèvent les lois contre les coalitions, et avoir ensuite un autre échange de vues avec les fabricants de machines agricoles dont il est fait mention dans le rapport.

M. Howe: Une autre question supplémentaire pour le ministre de l'Agriculture, monsieur l'Orateur. Considérerait-il de soumettre au ministre des Finances la question de l'abolition du dumping afin de permettre l'égalité des prix pour les agriculteurs du Canada et ceux de la Grande-Bretagne?

L'hon. M. Olson: Le ministre des Finances est déjà au courant de cette recommandation du rapport.

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Une question supplémentaire pour le ministre de l'Agriculture, monsieur l'Orateur. Étant donné la manipulation manifeste des prix, le ministre voudra-t-il consulter son collègue, le ministre de la Consommation et des Corpora-